

Regard

Une pensée unidirectionnelle entretien avec Jean-Dominique Michel

Lucienne Bittar, Genève
rédactrice en chef

COVID-19

Son blog *Anthropo-logiques*¹ a fait le buzz ce printemps. Jean-Dominique Michel s'est fait remarquer (même en France !) pour ses critiques à l'encontre des politiques sanitaires suisse et européennes mises en place contre le coronavirus. Ses partisans louent sa sagacité et sa parole libératrice, ses détracteurs l'accusent de mener une guerre contre la science, voire de populisme. Rencontre avec un homme désireux de débat.

Thérapeute et anthropologue, Jean-Dominique Michel est secrétaire général de l'association genevoise Pro Mente Sana. Il vient de publier *Covid-19. Anatomie d'une crise sanitaire* (Paris, HumenSciences 2020, 224 p.).

Lucienne Bittar: La pandémie s'est accompagnée de complications médicales rares et déroutantes, qui ont conduit les gouvernements de la plupart des États européens à naviguer à vue au début. Vous vous êtes montré sévère à leur égard. Qu'est-ce qui vous a le plus gêné ?

Jean-Dominique Michel: « L'impréparation dans laquelle nous nous sommes retrouvés, alors même que des plans pandémie sont produits et révisés depuis une vingtaine d'années. Ils disent exactement ce qu'il convient de faire en cas de crise. L'Allemagne a réagi dès les premières annonces de la Chine dans la logique

des plans pandémie. Elle a veillé à avoir le plus rapidement possible du matériel de protection et des tests de dépistage. D'autres pays, comme la France et la Suisse, n'ont rien fait pendant cinq semaines. Ils ont attendu de voir, alors même qu'ils ne disposaient pas des stocks nécessaires. Ils auraient eu le temps de créer des tests de dépistages PCR (Polymerase Chain Reaction), très faciles à produire dès lors que le génome d'un virus est connu. Ce n'est donc pas la réponse sanitaire de semi-confinement prise par le Conseil fédéral au début de la crise que j'ai critiquée, mais sa non-anticipation en amont. Bien sûr, il y a eu dans le passé des dépôts de feux épidémiques qui se sont tassés par la suite... Mais mieux vaut être préparé au pire !

» Une deuxième critique concerne le fait que nos autorités ont empêché les médecins généralistes de jouer leur rôle auprès de la population. En les privant de la possibilité de prescrire le seul traitement prometteur qu'on avait sous la main à l'époque [l'hydroxychloroquine azithromycine], elles se sont attaquées à l'un de nos droits fondamentaux. Rien n'autorise les autorités à interférer dans la relation entre un médecin et un patient. C'est comme si elles s'invitaient dans le secret de la confession ou dans la relation entre un avocat et son client ! La manière dont les autorités ont privé les généralistes de toute possibilité d'actions, en disant aux gens « si vous êtes malades restez chez vous, sauf si vous êtes à l'article de la mort », est pour moi un scandale absolu sur le plan légal et sur le plan des valeurs. »

Vous vous êtes aussi élevé contre les modélisations en épidémiologie et contre certaines données médicales qui ont abouti aux mises en garde de l'OMS. N'est-ce pas normal qu'il y ait

Regard

Une pensée unidirectionnelle entretien avec Jean-Dominique Michel

des ratés en période de crise, face à l'inconnu ? N'est-ce pas ainsi que travaille la science ? On pose des hypothèses et on les confirme ou fait évoluer à la lueur de l'expérimentation.

« Oui, ça devrait être ça la science. Et les modélisations épidémiologiques n'en sont pas ! Elles valent ce qu'elles valent, et en général elles se révèlent fausses car tant qu'on ne connaît pas le virus, son évolution et la maladie, on parle dans le vide. Le professeur Neil Ferguson avait prévu 2,5 millions de morts pour la grippe aviaire là où il n'y en a eu que 250 à travers le monde en 2008. Pourtant ses dires sont encore considérés comme paroles d'évangile.

» En ce qui concerne les résultats d'études scientifiques publiées, là aussi il y a un énorme problème, qui dépasse le cas du coronavirus. John Ioannidis, directeur du Stanford Prevention Research Center, a publié en 2005 un article qui a fait beaucoup de bruit, dans lequel il montrait pourquoi la plupart des résultats des recherches scientifiques publiés sont faux.² Cela va de petits biais - j'ai envie de trouver un résultat donc je m'arrange avec le réel - jusqu'à des falsifications massives au service d'intérêts économiques. Depuis cette publication, un ensemble d'acteurs de centres universitaires d'éthique tirent la sonnette d'alarme par rapport à cette question de fiabilité. Par exemple Richard Horton, rédacteur en chef du *Lancet*,³ ou Randy Schekman, prix Nobel de médecine en

2013. Nous en sommes arrivés là en partie à cause de l'idée reçue que seules les études randomisées à très large échelle permettent de connaître une réalité. Or seules les pharmas ont les moyens nécessaires pour mener ce genre d'étude. »

Vous avez dénoncé le climat anxio-gène créé par le traitement médiatique de la crise du coronavirus et par la communication de nos autorités politiques. En Suisse, nous avons compté sur la responsabilité de chacun pour répondre à la crise sanitaire. Informer la population, et donc inévitablement créer un climat anxio-gène, n'était-ce pas nécessaire pour motiver chacun à adopter les bons comportements pour le bien commun ?

« La question que vous posez reflète un paradigme. Est-ce qu'on considère que les gens sont bêtes, et qu'il faut donc simplifier les messages à l'extrême, ou bien est-ce qu'on part du principe qu'ils sont dans l'ensemble intelligents et capables de comprendre les nuances ? Dans la première hypothèse, on va jouer le jeu de l'émotion pour que la population soit tellement terrifiée qu'elle en devienne docile. Dans la deuxième, on lui fournit des informations avec les nuances requises afin qu'elle puisse adhérer en connaissance de cause à ce qu'il lui est demandé. Cela a été la quadrature du cercle pour le Conseil fédéral : faire paniquer suffisamment la population, sans trop la faire paniquer, tout en la faisant paniquer un peu quand même. C'est très difficile.

» Les choses ont été bien faites et mesurées au début en Suisse. Nos autorités ont pris des décisions dans le calme et la mesure, contrairement à la France ou à l'Espagne, et ont laissé un rôle appréciable à la responsabilité individuelle. Mais ensuite, elles ont perdu de vue les or-

dres de grandeur, et je me suis fait attaquer quand j'ai dénoncé ce point. La surinformation anxiogène a fait ressentir à chacun qu'il était en danger de mort, ce qui n'était pas vrai. Comparativement, la grippe de 2015 a été bien plus virulente, avec bien plus de morts à la clé, notamment parmi les mineurs. Par contre, ce qui a été différent avec la Covid-19, c'est l'engorgement des services d'urgence médicaux à cause des pneumopathies. Alors oui, la prudence était nécessaire et la soumission à ce qui était demandé importante, mais pas la déraisonnable psychose collective créée.»

Permettre le débat démocratique, la réflexion critique, sans saboter la confiance en nos autorités politiques et médicales obligées de prendre des mesures dans l'urgence est un équilibre compliqué. Vous avez remis en cause le travail des médias à ce propos...

«Effectivement. Le couplage qu'il y a eu entre les autorités et les médias, qui évidemment jouent sur le spectaculaire, a attisé le climat anxiogène. Cela donne à réfléchir. Les conséquences à long terme sur la santé psychique inquiètent les spécialistes en santé publique.

»Les études sur la *salutogenèse*, c'est-à-dire ce qui nous aide à rester en santé, notamment lors de circonstances adverses, ont commencé après la Seconde Guerre mondiale. On a cherché à analyser ce qui a permis à certains prisonniers des camps de concentration à tenir face à l'innommable, à ne pas être totalement détruits alors que d'autres se jetaient sur les barbelés... On a découvert que le premier élément de la *salutogenèse*, la première source de résilience, c'est l'intelligibilité, c'est-à-dire la compréhension ce qui se passe autour de soi. D'où pour moi l'importance de nommer les choses.

Il ne s'agit pas de saper les autorités, mais juste de permettre aux gens de s'approprier la complexité d'une réalité. Mon opposition au discours dominant est donc montée en puissance devant la simplification, les demi-vérités des autorités, notamment autour de l'efficacité ou pas des masques, relayées par les médias de Suisse romande qui ont fait un journalisme de connivence. Le rédacteur en chef du *Temps* l'a d'ailleurs dit dans une émission de radio: ils ont joué le jeu du consensus et toléré dans un premier temps aucune voix discordante. Les deux ou trois premières semaines, je veux bien. Les deux ou trois premiers mois, ça devient suspect.»

On vous a bien entendu pourtant.

«Oui, mais sur les réseaux sociaux, pas dans les médias. J'ai souvent été invité par le passé par la RTS en tant qu'intervenant sur des sujets variés. Et là, alors que c'est mon domaine d'expertise et que je crois que j'ai des choses importantes à dire, silence radio. Les journalistes se sont mis à contester mon expertise, à dire que mon CV était louche, que mes théories ne tenaient pas la route, mais jamais en documentant ou en appuyant leurs dires sur une réalité. C'est une espèce de procès d'intention.

»En Suisse alémanique, la réalité des médias a été différente. Des voix contestataires se sont élevées très tôt et ont pu se faire entendre. Rudolf Strahm, ancien Monsieur Prix, a interpellé par exemple le Conseil fédéral pour la mauvaise préparation de notre pays à l'éventualité d'une pandémie.»

Généralement, les institutions ont de la peine à reconnaître leurs erreurs car elles ont peur de perdre la confiance de la population. C'est problématique dans une période où

Regard

Une pensée unidirectionnelle entretien avec Jean-Dominique Michel

on avance par à-coups, avec des résultats contradictoires. Que préconisez-vous ?

« La transparence vis-à-vis de la population. Il est essentiel de reconnaître ses erreurs face à un problème qui s'est posé et qui a été nié ou occulté, ou d'expliquer les motivations qui ont conduit à une décision. Quand le docteur Daniel Koch [ex-directeur à l'Office fédéral de la santé publique] a dit : « on a fermé les écoles, non pas pour des raisons médicales mais pour faire comprendre à la population qu'il fallait qu'elle fasse attention, notamment aux grands-parents », des gens ont hurlé au mensonge et à la manipulation. Au contraire, j'ai apprécié ce propos transparent ! Là où ça pose problème, c'est quand on continue à défendre une raison précédemment invoquée alors qu'il est apparu qu'elle ne tient pas la route. Les gens vont relever la contradiction, ne plus comprendre la situation et donc se sentir mal.

« Il faut donc savoir revenir en arrière quand on se trompe, ne pas entrer dans une sorte de loyauté avec des décisions imparfaites, et évoluer. C'est bien joli d'exprimer des regrets des décennies plus tard pour des actes qu'on n'a pas commis soi-même ! Ce qu'on attend de nos dirigeants, c'est qu'ils réfléchissent à ce qui a favorisé leurs propres difficultés en amont et mis en échec leurs possibilités de réaction. Dans le cas de la Covid-19, face à l'urgence mé-

dicale, c'était normal de prendre rapidement des décisions, quitte à se tromper. Mais le Conseil fédéral aurait du rapidement élargir son panel d'experts, l'ouvrir à des sociologues, des philosophes et économistes, pour mieux mesurer l'impact de ses décisions.⁴ Ne pas se limiter à écouter des médecins. Ils ne sont pas compétents en matière de santé publique car ils ne prennent pas compte du lien social. Le traitement des personnes âgées durant le semi-confinement a été une abomination ! »

Vous préconisez un plus large recours à l'intelligence collective en quelque sorte.

« Tout à fait. Il y a deux types de catastrophes : les naturelles - une météorite qui tombe, un tsunami qu'on doit subir - et les humaines, faites d'une succession d'incidents qui se cumulent, dont aucun n'est assez grave en lui-même pour créer l'impact en question mais qui ensemble finissent par y conduire. Dans ce modèle là, rien n'est pire que les groupes d'experts qui pensent tous pareil. L'état-major américain, la veille de l'attaque de Pearl Harbour, soutenait encore qu'une attaque japonaise était improbable. C'est le conformisme de la pensée dans des groupes trop homogènes qui met le plus en danger, parce que l'intelligence collective y est faible. La pensée s'en trouve stérilisée, le débat démocratique étouffé. » ■

1 Le blog est abrité par le site de la *Tribune de Genève*.

2 John P. A. Ioannidis, « Why Most Published Research Findings Are False », in *PLOS Medicine*, Public Library of Science, New York, 1^{er} août 2005, vol. 2, n° 8.

3 Richard Horton, « Offline: What is medicine's 5 sigma ? », in *The Lancet*, Elsevier, Londres, 11 avril 2015, vol. 385, p. 1380.

4 Lire à ce sujet l'article de **Wolfgang Linder**, professeur émérite de sciences politiques à l'Université de Berne : « Les sciences à l'épreuve de la pandémie », in *Domaine public*, Lausanne 1^{er} juillet 2020.